



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
CCP: COODIFF s.c. 000-1164657-75 BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
3ème année - Octobre 1979
Français 36
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

LES ELECTIONS DEBOUCHENT SUR LA DEFAITE DES SOCIAUX-DEMOCRATES, UNE NOUVELLE PERIODE CRITIQUE A COMMENCE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - "Ce test crucial ne semble guère enchanter le gouvernement Ecevit tant sa crédibilité a baissé. La principale raison de l'impopularité du gouvernement réside dans l'échec de M. Ecevit à vaincre tant la violence politique que le désastre économique, principalement au niveau de l'inflation." Voilà ce qu'on pouvait lire dans le BULLETIN INFO-TÜRK du septembre 1979.

Confirmant cette estimation, les élections partielles du 14 octobre pour le Parlement ont débouché sur la défaite du gouvernement Ecevit, vieux de 21 mois. Il avait pris le pouvoir au début 1978 et représentait un grand espoir pour les masses laborieuses.

Dans une poussée vers la droite, le Parti de la Justice (AP) de Monsieur Süleyman Demirel a gagné les 5 sièges vacants à l'Assemblée Nationale, donnant aux partis d'opposition de droite une nette majorité sur les partisans d'Ecevit.

Au Sénat, sur les 50 sièges en jeu, le Parti de la Justice a gagné 33 sièges tandis que le Parti Républicain du Peuple (CHP) de Monsieur Bülent Ecevit n'en a obtenu que 12. Le Parti du Salut National (MSP) du fondamentaliste islamique Necmettin Erbakan en a gagné 4 et le Parti d'Action Nationaliste de l'ancien colonel fasciste Alparslan Türkeş n'en a obtenu qu'un.

Bien qu'ils n'aient gagné aucun siège, les candidats et les partis de tendance socialiste qui ne soutenaient pas cette fois le parti d'Ecevit ont témoigné d'un progrès considérable.

RESULTATS COMPARATIFS DES 29 PROVINCES

Partis	1977	1979	Différence
Parti Républicain du Peuple (CHP)	2.724.434 %40,66	1.663.973 %29,26	-%11,40
Parti de la Justice (AP)	2.467.414 %36,82	2.720.811 %47,84	+%11,02
Parti du Salut National (MSP)	595.444 % 9,10	533.072 % 9,37	+% 0,27
Parti d'Action Nationaliste (MHP)	354.728 % 5,20	365.429 % 6,43	+% 1,23
PARTIS ET CANDIDATS SOCIALISTES	40.122 % 0,53	267.660 % 5,20	+% 4,67

Le Parti de la Justice a fait des progrès considérables surtout grâce aux votes des électeurs déçus par la politique dite "de gauche" du gouvernement Ecevit et d'autre part, grâce au fait qu'un des principaux partis de droite, le Parti Démocratique n'a pas participé aux élections partielles et que ses partisans ont voté en faveur du Parti de la Justice.

Néanmoins, comme nous l'avons vu ci-dessus, alors que le Parti Républicain du Peuple et les candidats socialistes d'opposition ont obtenu au total 34,40%, les quatre partis de droite réunis en ont eu près de 64%.

Comment peut-on expliquer qu'une petite partie des électeurs déçus ont voté en faveur des partis socialistes alors qu'une majorité votait pour les candidats de droite?

Tout d'abord, la "gauche" est représentée pour la grande partie des électeurs non-conscientieux par le Parti Républicain du Peuple. Comme depuis 21 mois, ce parti ne leur a apporté qu'un surcroît de violence et de problèmes économiques, ils n'ont plus eu envie de voter pour un autre parti de gauche. Deuxièmement, les candidats socialistes étaient dispersés dans 5 voies différentes (Parti Ouvrier de Turquie, Parti Ouvrier Socialiste de Turquie, Parti de l'Unité de Turquie, Parti de la Révolution Socialiste, et candidats indépendants soutenus par le Parti Communiste de Turquie (clandestin) et d'autres groupes de gauche.) C'est à cause de ce fait que beaucoup d'électeurs n'ont pas voté pour une gauche divisée.

Il existe encore une autre raison. Au cours de la campagne électorale, les autorités qui appliquent la loi martiale et les administrateurs civils ont exercé une forte pression sur les candidats socialistes et ont essayé de les empêcher de diffuser leurs idées. Par exemple, les discours électoraux des candidats socialistes à la radio et à la télévision ont été censurés par le Bureau Suprême pour les Elections. Et bien que leurs discours aient été censurés, après les élections, les procureurs civils et militaires ont entamé des poursuites contre 18 candidats.

Ecevit a démissionné, Demirel entre en lice

Suite à sa défaite électorale, le Premier Ministre Ecevit a été obligé de démissionner. Bien que le Président de la République lui ait demandé de former un autre gouvernement, comme chef du groupe parlementaire le plus grand, Ecevit a refusé. C'est alors que le président du Parti de la Justice a été nommé Premier Ministre.

Mais l'arithmétique parlementaire ne permet pas à Demirel de former un gouvernement sans partenaire. Selon les résultats des élections partielles et tenant compte des nouveaux transferts du CHP au AP, le parti de Demirel n'aurait que 185 députés sur un total de 447. Le 24 octobre 1979, les sièges étaient distribués comme suit: Parti de la Justice 185, Parti du Salut National 22, Parti d'Action Nationaliste 17, Parti Démocratique 1, Parti Républicain de la Confiance 1, Parti de l'Ordre 1. A gauche, il y avait 208 sièges pour le Parti Républicain du Peuple, et au centre 12 sièges pour les indépendants.

Bien qu'il soit possible de former un gouvernement de coalition avec la participation du Parti du Salut National et du Parti d'Action Nationaliste, Demirel agit très prudemment car il se souvient des expériences amères des premiers et deuxièmes gouvernements du "Front Nationaliste".

D'autre part, on sait que tous les efforts de Demirel sont concentrés sur des élections générales anticipées qui permettraient à son parti de gagner une confortable majorité. Il est conscient du fait que si son parti reprend maintenant les rênes du gouvernement, il perdra très rapidement son crédit à cause des problèmes sociaux et économiques et que l'électorat se tournera de nouveau vers la gauche lors des élections générales de 1981. C'est pour ces raisons que Demirel soutiendra probablement un gouvernement dirigé par un parlementaire indépendant. Un tel gouvernement sera bien accueilli par les milieux pro-américains et les hommes d'affaires, car des mesures telles que la conclusion d'un nouvel accord militaire avec les USA, l'amendement de la Constitution turque qui limiterait certains droits et libertés fondamentales, l'adoption de mesures sévères imposées par le FMI ne peuvent être prises rapidement que par un gouvernement qui n'a pas de considérations électorales.

Les résultats influencent les relations internationales de la Turquie

En effet, la chute du Gouvernement d'Ecevit a déjà provoqué la suspension des relations courantes entre la Turquie et les institutions financières internationales, rapporte l'Agence ANKA.

Des observateurs, soulignant que l'accord actuel avec le FMI a été signé avec le gouvernement d'Ecevit, soutiennent qu'un changement dans l'exécutif exigerait le renouvellement de l'accord en cours ou, au moins l'acceptation du nouveau gouvernement. S'il en est ainsi, l'impasse ne sera pas résolue à bref délai, croient-ils.

D'autre part, le FMI s'apprête à présenter un nouvel ensemble de propositions à la Turquie en novembre. Ce contrat global inclura quelques questions épineuses telles que le réajustement de la valeur à l'étranger de la lire turque et la révision des prix des services et des marchandises produits par les entreprises économiques de l'Etat. Devant les difficultés auxquelles il faudra sans doute faire face pour composer un nouveau gouvernement, des négociations avec le FMI pourraient être annulées ou reportées.

La suspension des entretiens avec le FMI influencerait défavorablement les pays de l'OCDE et les banques étrangères. Rappelons que les accords actuels avec les pays de l'OCDE et les banques étrangères mettaient comme condition l'accord préalable avec le FMI (Voir BULLETIN d'avril, mai, juin, juillet-août et septembre 1979). C'est pour cela qu'une pause dans les relations avec ces institutions pourrait conduire à un arrêt total dans les relations économiques étrangères.

Quant aux relations entre la Turquie et la CEE, un porte-parole de la Communauté déclara au journal Milliyet que les résultats des élections partielles avaient été une grande surprise pour les milieux de la Communauté. Ils craignent que M. Demirel, s'il forme le gouvernement, pourrait demander pour la Turquie la qualité de membre à part entière de la Communauté. En effet, au cours de sa campagne électorale, il avait promis de présenter cette demande à la Commission de la CEE. Le gouvernement Ecevit, par contre, avait demandé de suspendre pendant cinq ans les obligations de la Turquie comme membre associé. Mais le secteur privé de Turquie a insisté récemment sur l'importance, non de suspendre mais au contraire de solliciter que la Turquie devienne immédiatement membre à part entière dans la Communauté. L'attitude de Demirel reflète le souhait du secteur privé. A cause de la concurrence entre la Grèce et la Turquie, cette demande est sollicitée aussi par les électeurs nationalistes qui ne considèrent pas les conséquences négatives de cette affiliation.

C'est évident que, avec ou sans Demirel, l'heure de la Droite a sonné en Turquie.

(C-M-DN-DG-21/1D)

TERREUR POLITIQUE DANS LES BUREAUX DE VOTE

ANKARA (ITA) - La violence politique continua son escalade au cours de la campagne électorale, faisant en moyenne cinq victimes par jour. Le nombre total de victimes du terrorisme durant les 21 mois du Gouvernement Ecevit, y compris les 154 du mois dernier, a atteint 2083. En dépit des mesures d'exception appliquées par environ 200.000 militaires le jour des élections, des tireurs tuèrent par balles six personnes dans les bureaux de vote.

Au cours de la campagne électorale, l'assassinat du juriste Ceyhan Can, fondateur du Parti Ouvrier de Turquie et celui du Professeur Ünal à Adana furent suivis, le 28 septembre 1979, par le meurtre du chef de la police dans cette ville du sud de la Turquie. Mr. Cevat Yurdakul, âgé de 37 ans, chef de la police connu pour ses opinions démocratiques, fut piégé dans sa voiture par des "Loups Gris", commandos para-militaires du parti néo-fasciste. On rapporte qu'il tenait avec succès, une enquête sur les assassinats commis par les organisations fascistes.

Lors de la campagne électorale, Hüseyin Tuluk, membre de l'Assemblée provinciale du Parti Républicain du Peuple (CHP) et Salim Dursunoglu, candidat pour le Sénat du Parti de la Justice (AP) furent assassinés, respectivement à Malatya et Kars.

Ci-dessous la liste chronologique des victimes de la violence politique dans un mois en Turquie:

- 19 SEPT: L'étudiant de gauche Mehmet Seylu (Kars), l'enseignant de gauche Fahrettin Yazıcı, commando de droite Mürcel Karataş (Istanbul), l'ouvrier de gauche Ali Bakartepe (Ankara)
- 20 SEPT: Le paysan Cuma Nuyan (Kahta), le membre républicain de l'Assemblée municipale Hasan Hüseyin Tuluk (Malatya), l'ouvrier Mustafa Yonice (Adana)
- 21 SEPT: L'enseignant de gauche Mustafa Çelebi (Samsun), l'étudiant de droite Orhan Barut (Istanbul), le prisonnier Rahmi Aydın (Bursa), Zümrüt Sergil (Muğla)
- 22 SEPT: L'étudiant de droite Celal Akpolat (Gaziantep), un inconnu (Mersin)
- 23 SEPT: Faruk Kartal, de droite (Istanbul), l'épicier de droite Sadık Kamiloğlu (Samsun), l'étudiant de droite Mustafa Akkaş (Kayseri)
- 24 SEPT: L'ouvrier de droite Hidayet Yılmaz (Uşak), l'ouvrier de gauche Mirza Korkmaz (Malatya), Veysel Eke, de droite (Adana), l'étudiant Sabri Tabak (Istanbul)
- 25 SEPT: Le syndicaliste progressiste M. Ali Tütüncüler, l'étudiant de gauche Derviş Çoban, trois personnes de droite, Mustafa Gökçe, Mehmet Malkoçoğlu et Güray Kıratlı (Gaziantep), le Républicain Süleyman Soydan, l'étudiant Ali Osman Öztürk (Adana), İbrahim Çalık, de droite (Istanbul), l'ancien de village Salih Pehlivan et l'étudiant de gauche Metin Canel (Ağbisar)
- 26 SEPT: Le cordonnier Ali Turgun, le politicien de droite Faruk Kartal, l'ouvrier Mehmet Gökçe, le boucher de droite Hasm Güler, l'ouvrier de gauche İsmail Cengiz, Müslim Kuş, İlhan Doğan, Mustafa Man, Hacı Aras et un inconnu (Istanbul), Lütfü Aksoy, de droite (Izmir)
- 27 SEPT: Le décorateur de gauche Sedat Kuyseri, le photographe de droite Yahya Kayacı, l'ouvrier de droite M. Ali Mutlu, Yusuf Vuran (Adana), le pharmacien de gauche Mustafa Güvenç (Gaziantep), l'ouvrier de gauche Erdener Begon (İskenderun), l'employé de droite İsmail Çermerkaya, Mustafa İzzetççi (Urfa), le prisonnier de gauche Mahmut Tokin (Samsun), Süleyman Karakullukçu et Cemal Yeşilova (Istanbul)
- 28 SEPT: Le chef de police Cevat Yurdakul et le paysan Ali İncoci (Adana), l'ouvrier Talip Özçelik (Ankara), Ünnüt Kesikbaş (Kadirli)
- 29 SEPT: Le républicain Yusuf Vural, le toxicoman Hanifi Bilir (Adana), Mehmet Demir (Urfa), l'ingénieur de droite Emin Akyüz (Istanbul), le gardien de nuit Ali Özşahin (Gaziantep), l'étudiant de droite Ali Solkaynar (Samsun), Cemal Akbulut (Istanbul)
- 30 SEPT: L'étudiant Ahmet Güzel (Konya), le gendarme İbrahim Çağlar (Tarsus), un inconnu (Izmir), Mehmet Şerif Ay, le fermier Ali Akgül, le paysan Abdullah Çamur, Hüsoyin Mart (Mardin), l'enseignant de gauche Fahmi Yıldırım (Bursa), Ali Sadık İbrahimoglu (Rize)
- 1 OCT: L'étudiant Yılmaz Gürvo (Istanbul), l'étudiant Necdet Ormanca et Salihattin Kariç (Adana), un inconnu (Adıyaman), Zübeyir Kızrak (Urfa), Arap Taşkaya (Ankara), Müslim Ince, Mehmet Ince et Salih Ince (Birocik)
- 2 OCT: Le candidat du AP Salim Durmuşoğlu (Kars), le policier Orhan Gemici (Izmir), İsmail Yılmaz et Ömer Faruk Bayraktar, de gauche (Istanbul), l'étudiant de gauche Fabri Doğan (Kırşehir)
- 3 OCT: Le gardien Koç Ali Güzel (Adana), İhsan Erbey et Mustafa Özkan (Istanbul)
- 4 OCT: Une inconnue (Urfa), le coiffeur de droite Bayram Bulut (Istanbul)
- 5 OCT: Le marchand de droite Ahmet Yolaç (Adana), Tahir Fidan Dik, de droite (Ankara), le gardien Salahattin Alp (Manisa)
- 6 OCT: Les terroristes Sezai Güngör, de droite, et Tövrat Güler, de gauche (Fatsa), l'ouvrier Mustafa Coşkun (Adana), Saadet Alparslan (Urfa)
- 7 OCT: Le chauffeur de taxi Tervik Buyruk (D.Bakır), le gardien de forêt Muzaffer Öncü, le chauffeur Raşit Bölge (Fethiye), l'agronome de gauche Bülent Güneş (Kırşehir)
- 8 OCT: Le sous-traitant Aslan Bayşal (Urfa), un gardien de nuit (Gaziantep), l'ouvrier Necdet Cavherli (Istanbul)
- 9 OCT: Cevat Şahin (Mersin), le patron de café Necati Şenler (Izmir)

- OCT 10: Mme Remziye Dönök, de gauche (Ankara), le terroriste Mehmet Gözükar (Gaziantep), Mustafa Tonak (Adana)
- OCT 11: Le commissaire de police Şaban Dede et le banquier Ibrahim Bal (Kocaeli) le policier Bektaş Çaycı, le camelot Metin Kılıç, l'ouvrier de droite Hasan Arıkaya (Ankara), Tacettin Kşeretaş, l'étudiant Celal Demir (Ist)
- OCT 12: Selami Er, de gauche (Samsun), Zeki Siroli, de droite (Malatya); l'étudiant de gauche Ösar Çetin (Istanbul), le boucher İlhâmî Özyetiş
- OCT 13: Soyfullah Gül et Mehmet Sakallıoğlu (Giresun), l'employé Nuri Yanuk (Merzifon), le gardien de nuit Hasan Demir (Trabzon), l'ouvrier de droite Mehmet Sait Durmaz (Gaziantep)
- OCT 14: L'ancien du village Cemil Timur, M. Ali Timur, M. Ali Sümer, Abdurrahman Sümer, Şükri Sümer et Ibrahim Solmaz (Mardin), Kinyas Sırp, de droite (Van), le policier Ahmet Örmeci (Adana)
- OCT 15: Ali Özkan, de droite, et Bayram Beyraktar (Istanbul)
- OCT 16: L'élève de l'école primaire Ergün Ünal (Yozgat), l'étudiant Mithat Yaşar, Remzi Aslanöz et Tevfik Seçilciş (Adıyaman), un inconnu (Ankara)
- OCT 17: Fariş Kaya, Sadık Yıldırım, Sabiha Yıldırım, Harun Yıldırım et le gendarme Hasan Bayır (Muş), l'étudiant de droite Halit Avcı (Gaziantep)
- OCT 18: Bekir Çiftçi, Abidin Yalçın et Halim Soluk (Kayseri), le président local du AP Salihattin Dođru (Nusaybin), le politicien de droite Yılmaz Taşkın (Kocaeli), İladi Soysal, de gauche (Istanbul), l'ouvrier Osman Ađar (Ank.)
(DN-C-K-H-R-DG-ET-19/10)

SEPT TERRORISTES POLITIQUES CONDAMNÉS A MORT

ANKARA (ITA) - Comme la violence politique sanglante se poursuit partout en Turquie, sept terroristes furent condamnés à mort par les tribunaux de loi martiale endéans un mois.

Le 2 octobre 1979, Necdet Adalı et Kemal Ergin, membres de l'organisation de la jeunesse "Dev-Sol" d'extrême gauche furent condamnés à mort par le Tribunal de Loi Martiale d'Ankara pour avoir tuer trois personnes de droite dans un café en juillet 1977 à Ankara.

Le 12 octobre 1979, Eyüp Özmen, İikri Arıkan et Kemal Özdenir, membres de l'organisation des "Loups Gris", ont été condamnés à mort par le Tribunal de Loi martiale d'Ankara pour avoir abattu trois jeunes de gauche en octobre 1978 à Ankara.

Le 13 octobre 1979, le même tribunal a condamné İsa Armagan et Mustafa Pehlivanoglu à mort. Ces deux membres de l'organisation des "Loups Gris" avaient abattu cinq personnes progressistes dans un café le 28 juillet 1979 à Ankara.

Il reste des centaines de suspects de violence politique qui sont jugés par les cours militaires et les procureurs militaires requèrent la peine de mort.

Au cours de sa campagne électorale, l'Ex-colonel Alparslan Türkeş, chef fasciste du Parti d'Action Nationaliste a promis qu'une amnistie générale serait décrétée si une majorité de droite arrive au pouvoir. (C-H-DN-H-DG-15/10)

UNE DELEGATION DE LA CGT A VISITE LA TURQUIE

ISTANBUL (ITA) - Invités par la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK), les membres du Comité Exécutif de la CGT française ont visité la Turquie au cours du mois dernier. Les leaders des syndicats française et turque échangèrent leurs vues pour une coopération plus large et une lutte commune contre la politique d'immigration du gouvernement française. (DN-C-ET-21/10)

UN APPEL EN FAVEUR DE LA LIBERATION DU SOCIOLOGUE BESIKCI

ISTANBUL (ITA) - Un éminent sociologue et écrivain turc, Ismail Besikçi, est toujours en prison pour ses recherches scientifiques sur la question des nationalités en Turquie (Voir BULLETIN de septembre 1979). Il fut condamné à trois ans d'emprisonnement par la Cour de la Presse Publique lors de la parution de son livre, "Thèse turque sur l'Histoire (La Théorie du Soleil et de la Langue)" et la Cour de Cassation approuva cette décision qui reflète l'oppression de la nation kurde en Turquie.

Le livre de Besikçi traite principalement de la nature de la théorie Soleil et Langue qui avait été lancée en 1930 par les académiciens turcs, avec les directives et la contribution de Mustafa Kemal Atatürk, Président de la République en ce temps-là. Cette théorie pourrait être résumée comme suit:

"Les Hittites, Sumériens, Egyptiens, Egéens, Romains, Indiens, Chinois, tous proviennent de la race turque. Leur culture et leur langue furent créées par les Turcs. Les peuples arabes et juifs sont aussi de race turque. Le prophète Muhammad est aussi un Turc... Et toutes les langues du monde ont leur origine principalement dans la langue turque; le turc est la mère de toutes les langues. Il n'existe pas de langue telle que le kurde; le kurde n'est qu'un dialecte dégénéré de la langue turque. La nation kurde est constituée actuellement par des Turcs vivant dans les montagnes."

Ismail Besikçi qui étudie la formation et le développement de l'idéologie officielle (Kemalisme) discute dans son livre de la nature non-scientifique, raciste, chauviniste de cette idéologie et expose le document politique déniant l'existence nationale et les droits démocratiques fondamentaux des Kurdes de même que le processus de leur oppression progressive.

Durant son procès, Besikçi rejeta la Cour de Presse Publique comme suit:

"Cette cour fonctionne exactement comme la gendarmerie, la police, les organisations de sécurité nationale. En rejetant la réalité de la nation kurde qui est un fait objectif au-delà de la volonté de personnes et d'institutions, la Cour essaie d'établir l'hégémonie de l'idéologie officielle basée sur la fraude. Les universités turques, asservies par l'idéologie officielle, abandonnent la vérité scientifique en déniant la réalité de la nation kurde. Votre cour essaie d'empêcher la critique de professeurs qui obtiennent des avantages matériels et moraux par le charlatanisme politique sous la menace de châtiement.

"Votre Cour nous empêche de dire la vérité. Elle met des barrières à la pensée libre et exige que nous fermions les yeux sur la réalité sociale et que nous devenions des charlatans politiques. Il protège le racisme et la politique colonialiste et essaie d'empêcher et de supprimer la lutte engagée contre cette politique. Nous ne pouvons pas appeler cela une Cour quand elle accepte sans plus de façons un mensonge et nous engage à mentir aussi."

Bien qu'il défende les droits démocratiques de la nation kurde en Turquie, Besikçi lui-même n'est pas kurde. Il est né à Çorum en 1939. C'est durant son service militaire dans une région kurde qu'il s'intéressa à la nation kurde, et plus tard, il écrivit son premier livre, "Structure de l'Anatolie orientale. Bases socio-économiques et ethniques". Ce livre s'appuie sur la thèse de doctorat qu'il fit à l'Université Atatürk, à Eüzurum. Lors de la parution de cette thèse, Besikçi fut privé de son poste d'assistant.

Pou après qu'il ait commencé un travail académique à la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Ankara en 1971, il fut emprisonné par les autorités de loi martiale et condamné par une cour militaire à 13 ans et 2 jours de prison pour les articles qu'il écrivit et les conférences qu'il donna sur la question des nationalités. Grâce à l'amnistie générale, en 1974, il fut libéré et il demanda à continuer son travail académique. En dépit du fait que d'autres membres de la faculté de même position furent "pardonnés", la demande de Besikçi fut rejetée pour des raisons politiques.

A la suite de sa nouvelle condamnation, ses amis ont publié l'appel suivant: "Un scientifique dont le seul crime consiste à rechercher la réalité et à expliquer la réalité est enfermé dans une prison turque. La presse turque, les universités turques sont silencieuses. Défenseurs de la liberté, faites entendre votre voix! Rester silencieux, c'est se faire complice!" (R-DG-ET-22/10)

LE TOURNAGE DU SCENARIO DE "MEMED, LE MINCE" INTERDIT

ANKARA (ITA) - Au cours des derniers jours du gouvernement Ecevit, le Bureau de la Censure interdit le tournage d'un scénario tiré du célèbre roman de l'écrivain turc Yagmur Kemal, "Memed, le Mince". Le scénario fut écrit par le cinéaste Petar Ustinov. Une autorisation fut demandée au Bureau de la Censure afin de pouvoir tourner le film en Turquie.

Le Bureau décida l'interdiction du tournage en considérant que le scénario pourrait inciter le peuple turc à s'insurger. Le sujet de "Memed, le Mince" est l'histoire d'un paysan turc exploité et opprimé par des propriétaires fonciers et qui est obligé ainsi à devenir bandit.

Cette décision suscita une réaction très forte dans l'opinion publique, ce qui amena le gouvernement à changer quelques membres du Bureau de la Censure en vue de rendre possible la révision de cette interdiction. (M-C-DG-ET-29/9)

DES ASSOCIATIONS DE LA PRESSE PROTESTENT CONTRE LES PRESSIONS SUR LES JOURNAUX

ANKARA (ITA) - En plus des quotidiens et périodiques déjà interdits précédemment par les autorités de loi martiale (Voir BULLETIN de janvier-février 1979), un autre journal, "Dogus", dans la province de Kars a été interdit par décision du Commandement de Loi martiale le 27 septembre 1979. Les autorités militaires accusaient le journal de critiquer les décisions des tribunaux militaires.

A la suite de cette interdiction, le Syndicat des Journalistes de Turquie, l'Union des Propriétaires des Journaux de Turquie et l'Association des Journalistes de Turquie publièrent un communiqué commun protestant contre les pratiques arbitraires violant la liberté de la presse. (H-M-DG-ET-29/9)

ARRESTATION MASSIVE D'ENSEIGNANTS PROGRESSISTES

BURSA (ITA) - Le rassemblement organisé par l'Association de Tous les Enseignants de Turquie (TÖB-DEK) à Bursa pour protester contre les attaques fascistes et la politique inflationniste fut attaqué par la police et les enseignants furent dispersés par la violence.

A la suite de cette attaque, 302 enseignants progressistes, y compris M. Gültekin Gazioglu, Président de l'association, furent arrêtés par la police. Au cours du conflit entre les manifestants et la police, 15 enseignants et 5 policiers ont été blessés.

Par ailleurs, durant la campagne électorale, le juriste Niyazi Agarnasli, candidat indépendant pour le Sénat, fut aussi arrêté par la police. Cette arrestation fut suivie par celles de Dogu Perinçek, Président du Parti des Ouvriers et Paysans de Turquie (TIKP) et de K. Forit İlsever, président local à Ankara du même parti. (C-M-DN-DG-ET-20/10)

LES ARTICLES 141 ET 142 DU CODE PENAL TURC DEVANT LA COUR DE LA CONSTITUTION

ANKARA (ITA) - Le 2 octobre 1979, la Cour de la Constitution commença la révision des articles anti-démocratiques 141 et 142 du Code Penal turc. Ces articles, empruntés au Code Penal de Mussolini en 1936, ont été employés par les pouvoirs politiques en vue d'intimider le mouvement de la classe ouvrière et d'empêcher son organisation sur la base du socialisme scientifique.

La Cour de Loi Martiale d'Istanbul et la Cour Criminelle d'Izmir s'adressèrent à la Cour de la Constitution, prétendant que les articles 141 et 142 étaient inconstitutionnels. Il y eut aussi d'autres demandes d'annulation de

ces articles, venant de diverses cours militaires et criminelles (Voir BULLETIN de février et avril 1979).

Par ailleurs, cette même Cour commencera la révision d'un dossier contre le Parti du Travail de Turquie (TEP). Le Procureur de la République soutient que ce parti a violé les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc et demande à la Cour suprême de l'interdire pour cette raison. Le jugement aura lieu le 15 novembre 1979. (C-4-DN-DG-ET-9/10)

ARAFAT DIT A ECCEVIT: "QUITTEZ CHYPRE!"

ANKARA (ITA) - Yasser Arafat, chef de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), visita la Turquie le 5 octobre 1979 et participa, à Ankara à la cérémonie d'ouverture d'une représentation de l'OLP dans cette ville.

Au cours de ses entretiens, Arafat déclara au Premier Ministre Eccevit que la Turquie devrait "quitter Chypre et laisser revenir les réfugiés (les Cypriotes grecs) chez eux", ainsi que le rapporte l'hebdomadaire cypriste de langue anglaise. Ce rapport signale que, selon des sources diplomatiques, "Eccevit avait été visiblement bouleversé par le point de vue d'Arafat au sujet de Chypre."

Ceci fut un nouveau coup asséné à la politique turque à Chypre, après la résolution de la Conférence au Sommet des Pays non-alignés tenue à la Havane.

Constatant qu'ils étaient complètement isolés dans l'arène internationale, les leaders turcs commencèrent à provoquer des réunions dirigées en faveur de la proclamation d'un Etat Turc indépendant à Chypre. Cette nouvelle orientation de l'administration de Denktash est critiquée par les partis politiques progressistes turcs dans la section nord de l'île. Le Parti Républicain Turc a accusé l'administration de Denktash de violer la Constitution de l'Etat Fédéral Turc de Chypre.

D'autre part, un quotidien d'Istanbul a rapporté récemment que des immigrants turcs du continent continuent à arriver dans les parties occupées de Chypre et que dans la région de Varosha habitent des gens venus des villes turques de Mersin et Antalya. Le journal estime que le nombre de Turcs venus du continent qui se sont établis dans les régions occupées par les Turcs dépasse maintenant 50.000.

La Turquie ne tente pas seulement de changer la structure sociale de Chypre en y établissant des Turcs du continent, mais elle vise aussi à intégrer l'économie turque des régions occupées à celle de la Turquie en y remplaçant par exemple la livre cypriste par la lire turque. La lire turque, à Chypre, est continuellement dévaluée, ce qui a des conséquences très graves, notamment pour la classe ouvrière.

Un autre effet négatif de cette immigration est le fait que de nombreux "Loups Gris", commandos para-militaires du parti neo-fasciste de Turquie ont été admis à s'installer dans l'île et à intimider les Turcs progressistes qui sont opposés à la politique expansionniste (Voir BULLETIN de septembre 1979)

(CN-C-GB-DG-ET-20/10)

TERREUR CONTRE LES MISSIONS TURQUES A L'ETRANGER

ANKARA (ITA) - Le fils de l'Ambassadeur turc aux Pays Bas a été assassiné le 12 octobre 1979 à La Haye par des tireurs non-identifiés alors qu'il roulait en voiture vers l'Université de Delft où il préparait un doctorat en électronique.

Mr. Ahmet Benler, âgé de 28 ans, n'avait jamais été impliqué dans des activités politiques et il n'y avait aucune raison qu'il soit pris pour cible par des terroristes politiques.

Plus tard, un coup de téléphone anonyme revendiquait le meurtre comme ayant été commis par un groupe arménien de représailles. /./

Depuis 1973, six diplomates turcs ont été assassinés et plusieurs de ces meurtres ont été revendiqués par des groupes arméniens.

Bien que les milieux progressistes turcs admettent que la population arménienne en Anatolie ait été soumise à un génocide durant l'époque de l'Empire Ottoman et qu'ils blament les dirigeants de ce temps-là de même que les forces impérialistes qui provoquèrent des conflits sanglants entre les peuples, ces mêmes milieux réproouvent aussi le meurtre de gens innocents commis dans le but de venger des crimes dont ils ne sont pas responsables.

D'autre part, les organisations et publications fascistes de Turquie exploitent ces actes de vengeance en vue de provoquer des tendances racistes parmi les gens inconscients et de les inciter à prendre une attitude hostile à l'égard d'autres nationalités et minorités en Turquie telles que les Kurdes et les Grecs. Les gouvernements turcs peuvent aussi y trouver un nouveau prétexte pour convaincre le peuple turc à suivre une politique militariste en leur disant que la nation turque est menacée par toutes les autres nations.

(DN-C-4-H-DG-ET-29/9)

CONDITIONS DÉPLORABLES DES MINEURS DE TURQUIE EN BELGIQUE

BRUXELLES (ITA) - Les travailleurs de Turquie employés dans les charbonnages du Limbourg partirent en grève au début d'octobre 1979 avec leurs camarades d'autres nationalités; mais les milieux racistes de Belgique les remarquèrent et les blâmèrent d'avoir eu recours à un acte irresponsable et inutile.

Tous les mineurs de cette région revendiquaient à juste titre une hausse de leurs salaires, mais les mineurs turcs avaient en plus quelques revendications qui leur étaient propres.

À la suite des attaques racistes à l'égard des mineurs turcs, le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie (TİKM) tint une conférence de presse à Bruxelles le 10 octobre et dénonça les conditions déplorables dont sont victimes les travailleurs de Turquie en Belgique.

Tout d'abord le trafic de main-d'oeuvre entre la Turquie et la Belgique par les administrations des charbonnages est toléré par les autorités belges et turques.

Les interprètes chargés d'aider les travailleurs turcs perçoivent des sommes de jusqu'à 50.000 francs belges comme pot-de-vin pour chaque travailleur turc qui demande à travailler dans les charbonnages. Si le travailleur refuse de payer ce pot-de-vin, l'interprète peut le faire expulser de Belgique grâce à sa collaboration étroite avec certains fonctionnaires de la Police des Étrangers. Le TİKM a déjà adressé une plainte au Procureur du Roi au sujet d'un tel interprète en décembre 1978, mais jusqu'à ce jour, aucun résultat n'a été obtenu (Voir BULLETIN de janvier 1979).

Encouragé par les autorités belges et turques, le-dit interprète a fait une collecte parmi les travailleurs turcs sous le prétexte de fonder une mosquée dans la ville de Winterlag et a organisé les "Loups Gris", commandos paramilitaires fascistes parmi les travailleurs turcs.

Recourant à la grève, les travailleurs turcs ont essayé de faire entendre leurs revendications:

- Fin de la discrimination et égalité parmi tous les mineurs,
- Fin du trafic de main-d'oeuvre et châtement de ses responsables,
- Fin de la contrainte exercée par les interprètes des charbonnages,
- Fin des pratiques arbitraires de la Police,
- Fin des renvois arbitraires,
- Meilleures conditions de vie et de travail,
- Renvoi de certains délégués syndicaux collaborant avec les inter-

prêtes corrompus et les "Loups Gris"

À la demande de l'employeur, les forces de police firent une descente dans la zone de la grève; elles attaquèrent les mineurs turcs en utilisant des voitures blindées, des gourdin, des bombes lacrimogènes et en frappant, non seulement les grévistes, mais aussi leurs femmes et leurs enfants. Quant aux syndicats, ils laissèrent les grévistes sans guide ni soutien.

Un mineur turo sous la menace d'expulsion avec ses neuf enfants

Au cours de la conférence de presse, comme l'exemple le plus scandaleux, le cas du mineur Mehmet Can a été dénoncé par ses avocats.

Mehmet Can, de 43 ans, marié et père de neuf enfants, avait travaillé clandestinement dans les mines de Limbourg jusqu'à 1974, date à laquelle les status de tous les travailleurs clandestins ont été régularisés.

Après avoir obtenu le permis de travail B pour travailler aux charbonnages du Limbourg, à cause des conditions déplorables sous lesquelles il a travaillé pendant des années, Mehmet Can a été tombé malade en 1975. Il a été reconnu malade jusqu'au 30 juin 1980 par les médecins de l'INAMI. De juillet à septembre 1975 il est parti en Turquie avec l'autorisation du Médecin-Conseil de la Mutuelle. A son retour, il se présente à la Commune de Genk. Là on lui retire son autorisation de séjour et on lui délivre un ordre de quitter le pays sous prétexte qu'il a été radié d'office de l'administration communale.

Il faut signaler entre autres que son employeur avait écrit à l'administration communale en leur disant que Can était parti définitivement. A ce moment-là, l'interprète du patron a signalé à Can que s'il paye un pot-de-vin de 5000 FB à un employé de la Commune de Genk, son autorisation de séjour peut être renouvelée. Mais il ne s'est pas plié devant le trafiquant de main-d'oeuvre. Là-dessus, le même trafiquant a fait de telle sorte que Mehmet Can et ses neuf enfants reçoivent un "arrêté ministériel de renvoi", ayant comme motif: présence nuisible à l'ordre public.

Les avocats de Mehmet Can ont déposé une requête au Conseil d'Etat, mais elle n'est pas suspensive de la mesure prise.

Cette décision n'est rien d'autre qu'une protection des trafiquants de main-d'oeuvre.

Le Centre Cultural des Travailleurs de Turquie a déclaré que "par cette décision injuste les neuf enfants de Mehmet Can seront réduits à une vie misérable en 1979, année proclamée Année de l'Enfance par les Nations-Unies" et a demandé à l'opinion publique démocratique de Belgique comment ils peuvent permettre une telle injustice visant une famille de 9 enfants. (TIEM-DR-IC-DG-11/10)

 PUBLICATIONS NON-PÉRIODIQUES DE L'INFO-TÜRK EN LANGUES EUROPÉENNES

1. Massacre à Ankara, Pourquoi?, 48 pages illustrés, 45 FB
(Une brochure sur la violence politique et les activités terroristes des "Loups Gris" en Turquie)
2. Turquie et le Monde d'aujourd'hui, 48 pages, 45 FB
(Allocution de la Présidente du Parti Ouvrier de Turquie Bahice Boran)
3. Programme du Parti Ouvrier de Turquie, 64 pages, 45 FB
4. Résolutions du 2ème Congrès du Parti Ouvrier de Turquie, 15 pages, 15 FB
5. Poèmes et Chansons, 40 pages illustrés, 30 FB
6. Album des Affiches de Résistance de Turquie, 21X29, 114 pages, 90 FB
(Explications en français, turc et anglais)
7. Turkey on Torture, 154 pages, 90 FB
(Sur la répression militaire entre 1971 et 1973)
8. Turkey: Torture and Political Persocution, 108 pages illustrés, 90 FB
(Sur la répression militaire entre 1971-1973)
9. Türkiye, faşisme en verzet - Dogan Üzgüden, 148 pages illustrés, 150 FB
(Une analyse politique, sociale et économique sur la Turquie)

Command et virement: COODIFF - 13/2, Square Wisor - 1040 Bruxelles - BELGIQUE
 CCP - 000-1164657-75